



Entre la juste lutte contre le capital et la fausse illusion de la rendre humain.

Manifeste du camp intercontinental de la jeunesse

Entre la juste lutte contre le capital et la fausse illusion de le rendre plus humain

Environ 16 000 personnes, venues de 120 pays, se sont réunies lors du Premier Forum Social Mondial de Porto Alegre qui s'est déroulé, les 26 et 29 janvier 2001, dans la ville brésilienne du même nom.

Cet événement a été convoqué en contrepoint au Forum Economique Mondial de Davos, en Suisse. Dans ce dernier, se retrouvent annuellement les principaux représentants de la bourgeoisie internationale pour discuter de l'avenir de l'économie capitaliste, " *ou pour calculer combien d'enfants dans le monde seront exterminés par les plans économiques officiels* ", selon la définition donnée par l'Argentine Hebe Bonafini, présidente des *Mères de la place de mai*, lors d'un débat télévisuel entre représentants des deux forums.

(...)

L'idée du Forum est née dans les rues, mais...

L'idée de réaliser le Forum Social a commencé à germer à partir des mobilisations contre L'Accord Multilatéral sur l'Investissement en 1998, des grandes mobilisations contre l'Organisation Mondiale du Commerce de Seattle, celles contre le FMI à Washington, et bien d'autres encore. Pourtant, l'esprit du Forum Social de Porto Alegre s'est assez éloigné de celui des précédentes manifestations. Contrairement à la radicalisation anticapitaliste des premiers mouvements, l'orientation voulue par les organisateurs du Forum Social a été celle d'un comportement correct. Ceux qui s'attendaient à des riches débats, nourris pas des actions de rue, se sont retrouvés avec un Forum encadré par seize conférences dans lesquelles seuls des intervenants préalablement désignés (48 en tout) ont eu droit de parole. Entre-temps, les milliers de délégués ont eu comme seul loisir le droit de poser des questions, par écrit, questions qui ont reçu réponse selon le temps imparti aux conférenciers et leur bon vouloir.

Pendant le Forum, notre courant, la LIT (Ligue Internationale des Travailleurs - IV^o Internationale), conjointement avec le PSTU (Parti Socialiste des Travailleurs Unifiés) du Brésil, a diffusé une déclaration, en trois langues, au titre suggestif : " *Le Forum Social ne doit pas exclure les exclus* ". Cette déclaration dénonçait aussi bien le caractère antidémocratique des conférences, que la volonté de laisser en marge tous ceux qui, aux yeux des organisateurs, représentaient un " danger " de par leur radicalisation. Tel fut le cas pour les travailleurs sans terre du Brésil (MST), empêchés d'effectuer une action plus radicale lors de la manifestation d'inauguration . Tel fut aussi le cas de la jeunesse, confinée dans un camp assez éloigné du lieu des délibérations centrales. Tel fut également le cas du mouvement Noir, dont les bureaux furent très loin placés, ce qui a provoqué, à juste titre, l'indignation de ce secteur.

Faut-il un programme, plus qu'un programme ?

Pourquoi autant de critères bureaucratiques ? Pourquoi ces tentatives pour dompter le MST ?

Pourquoi cette politique tendant à exclure la jeunesse, c'est-à-dire les protagonistes de Seattle, Washington ou Prague ? En examinant le contenu des débats et de l'acte de clôture du Forum, on peut trouver réponse à ces questions.

Selon les organisateurs, les mobilisations contre l'OMC ou le FMI étaient limitées : il ne suffit pas de dire non, il fallait présenter une alternative ; c'est pourquoi le Forum anti-Davos s'est tenu. Ce raisonnement était correct : il ne suffit pas de dire non, il faut un programme alternatif. Mais une question se pose : quel programme alternatif ? Ces mêmes organisateurs ont également dit qu'ils ne souhaitaient pas définir un programme à l'occasion de cette première rencontre, mais commencer à

en discuter. Pourtant, lors du Forum, à partir de l'action des organisateurs et la majorité des conférenciers, l'ébauche d'un programme se dessinait.

Au cours des mobilisations précitées, le mot d'ordre le plus entendue fut : "*mort au capitalisme*". En même temps, la majorité des manifestants ont exprimé leur rejet à la mondialisation ET exigé la fin du FMI et de la Banque Mondiale. Mais, cependant, ces mots d'ordre là on ne les a pas entendues à Porto Alegre. Ici, sous prétexte de trouver des issues plus "réalistes", ce qui était en train de se construire c'était une alternative complètement utopique : humaniser le capital. Conformément à cette conception, le monde actuel, en vérité profondément divisé en classes sociales antagoniques, a été présenté comme un monde où tous, unis, devrions être traités comme des "citoyens" ! Comme si c'était possible et conciliable d'unir le "citoyen" capitaliste, avec le "citoyen" ouvrier, le "citoyen" latifundiste avec le "citoyen" paysan sans terre. Cette idéologie "citoyenne", combinée à la défense de la démocratie bourgeoise en tant que valeur universelle, a été défendue par la plupart des conférenciers ; cette idéologie était sous-tendue dans l'ensemble des propositions présentées.

Ainsi le Forum, préoccupé par la misère grandissante, a-t-il discuté des capitaux spéculatifs et des organismes monétaires internationaux, tels le FMI, sans considérer, cependant, les principales leçons de ce siècle. A aucun moment il n'a été par exemple rappelé que seuls les pays qui avaient exproprié le capital avaient été capables d'en finir avec le chômage, la famine, l'analphabétisme, les maladies sociales.

Une autre "issue" a en effet été trouvée pour faire face aux capitaux spéculatifs : la taxe Tobin, très vigoureusement défendue par Bernard Cassen, directeur du Monde Diplomatique et l'un des principaux organisateurs de Forum Social.

Cette taxe qui consisterait à grever de 0,20 % toutes les "opérations de change" à niveau mondial est considéré par ses partisans comme une violente attaque au capital spéculatif et comme une source de ressources extraordinaires à des fins sociales. En supposant que cette mesure était acceptée par le système financier international (ce qui n'est pas le cas à ce jour), il est difficilement concevable que les moyens ainsi dégagés pourraient revenir au bénéfice social des masses car, en dernière instance, ces moyens seraient administrés par les gouvernements capitalistes. Aussi, pour que ces ressources reviennent aux travailleurs, faudrait-il que les travailleurs eux-mêmes les contrôlassent. Et pour ce faire, il faudrait que les travailleurs (et non pas les capitalistes), soient à la tête des gouvernements. Cette issue réaliste fut écartée d'emblée par la grande majorité d'organisateur du Forum, qui l'ont considérée comme utopique.

Toujours en accord avec ces préoccupations démocratiques, fut largement diffusée l'idée qu'il faudrait démocratiser l'ONU, organisme international contrôlé par l'impérialisme, déjà très soutenu par le du Forum. Ainsi, par exemple, Fabio Comparatto, un juriste renommé qui a présidé une des conférences, a fini son discours par la recommandation suivante : nous devons démocratiser l'ONU afin d'obtenir un monde sans guerres et où il n'y aurait ni de pays pauvres, ni de pays riches. Selon cette idée, toutes les nations du monde devraient avoir les mêmes droits au sein de l'ONU. Il en ressortirait que les pays sous-développés, plus d'une centaine, pourraient facilement s'imposer sur les grandes puissances, moins d'une dizaine. Seulement, il y a une question à laquelle la conférence ne put répondre : comment faire pour que les grandes puissances acceptent un tel critère démocratique ?

Quelle a été la grande conclusion tirée par le Forum ? Celle consistant à dire que : "*un monde différent est possible*". Ce fut le refrain, lors de l'acte de clôture, de tous ceux qui y furent invités à prendre la parole. De leur côté, confinés dans leur camp, les jeunes aussi ont discuté et tiré des conclusions. Mais leurs conclusions ont été bien différentes et se sont exprimées dans un manifeste qui, lui, commençait par la phrase suivante : "*un monde socialiste est possible*". Ce manifeste par ailleurs, conformément à l'accord passé, devait être lu à cet acte de clôture, mais les organisateurs, aux noms de la "démocratie" et de la "citoyenneté", l'ont interdit.

MANIFESTE DU CAMP INTERCONTINENTAL DE LA JEUNESSE

Contrairement aux conclusions des dirigeants et organisateurs du forum, la jeunesse des différents pays participant a émis ses propres conclusions à travers un manifeste dont nous publions ici les principaux aspects.

" Nous, jeunes réunis au Camp Intercontinental de la Jeunesse, au Forum Social Mondial de Porto Alegre, nous joignons à tous ceux qui dans les pays les plus divers rêvent de, luttent pour et clament que : un autre monde est possible. Le Forum Social Mondial se tient dans le cadre des différentes manifestations contre la mondialisation néolibérale, manifestations ayant eu lieu dans plusieurs endroits du monde : Seattle, Washington, Praga, Nice, Davos. Activistes des mouvements sociaux, syndicats, partis politiques, organisations non gouvernementales ont initié, à Porto Alegre, un grand débat sur une alternative au vieux-nouvel ordre mondial...

Entre-temps, ceux qui pensent être les propriétaires du monde, fraternisent dans le cadre du Forum Economique Mondial qui a lieu dans un luxueux édifice à Davos, en Suisse . Leur finalité : faire des pronostique sur leurs taux de profits et débattre sur les meilleures stratégies pour maintenir le système capitaliste, alors que dehors des centaines de jeunes étaient réprimés et arrêtés par la police...

Les jeunes du monde entier sont, en effet, particulièrement touchés par le chômage, les bas salaires, la destruction de l'enseignement public, par le racisme, le sexisme et par toutes les diverses formes de discrimination. Devant ces attaques, la jeunesse, loin de se taire, a été protagoniste des grandes actions de résistance aux côtés des travailleurs et de tous les opprimés du monde.

Depuis des années d'incessantes attaques aux droits des travailleurs, de privatisations, de démantèlement des services publics, d'augmentation de la dette des pays du tiers monde, de la financiarisation de l'économie, de la concentration sans précédents du capital par quelques centaines de sociétés multinationales (concentration qui a conduit à une centralisation du pouvoir économique, politique et militaire par l'empire américain à une échelle jamais vue auparavant), nous regardons le monde aller vers un scénario qui pourrait déboucher sur une débâcle économique et sociale... Quant au FMI, à la Banque Mondiale, à l'OMC, au G-8, nous appelons tous les jeunes du monde à ne pas les laisser tranquilles, mais bien au contraire, où que ces organismes internationaux du capital se réunissent, à réaliser des nouvelles grandes manifestations afin de dénoncer les blocs économiques tels que L'Aire de Libre commerce des Amériques (ALCA), à revendiquer l'annulation des dettes externes, à exiger la fin du Plan Colombie, la fin des blocus économiques contre Cuba et contre l'Irak, blocus criminel qui punit respectivement les peuples de ces pays, à se solidariser avec le peuple palestinien et sa lutte pour l'autodétermination. Nous ne croyons pas qu'avec de mesures superficielles on puisse résoudre les grands maux de l'humanité. Dans le cadre du capitalisme, il est impossible de garantir l'égalité économique et sociale pour tous les êtres humains. Il faut réaffirmer une solution alternative d'ensemble au système de production de marchandises . Cette solution passe par la construction d'un autre monde, un monde où production et distribution des richesses ne sera plus le monopole de quelques propriétaires privés, un monde qui ne sera plus régi selon des rapports d'exploitation et d'oppression, un monde où l'on en finira avec la dégradation des richesses naturelles, bref : un monde socialiste. "

(...)